CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES

RECOMMANDATION N° R (80) 8

DU COMITÉ DES MINISTRES AUX ÉTATS MEMBRES CONCERNANT L'APPLICATION PRATIQUE DE LA CONVENTION EUROPÉENNE D'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE

*(adoptée par le Comité des Ministres le 27 juin 1980,
lors de la 321^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Rappelant les Résolutions (71) 43 et (77) 36 relatives à l'application pratique de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale ;

Désireux d'étendre et de rendre encore plus facile l'application de cette convention qui, ouverte à la signature le 20 avril 1959, est entrée en vigueur le 12 juin 1962,

I. Recommande aux gouvernements des Etats membres :

1. s'ils ne sont pas encore Parties contractantes à la convention, de la ratifier dans les plus brefs délais ;

2. s'ils sont Parties contractantes à la convention, de s'inspirer dans son application pratique des principes suivants :

En ce qui concerne l'exécution de la demande d'entraide

En donnant suite à la demande d'entraide, l'autorité compétente de l'Etat requis devrait s'inspirer des principes contenus dans l'article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

En particulier, l'autorité requise devrait donner suite à la demande aussi rapidement que possible. Si l'autorité requise constate qu'un délai exceptionnel est nécessaire pour l'exécution de la demande elle devrait en aviser l'autorité requérante, en précisant, si possible, la date approximative à laquelle la réponse sera donnée.

En ce qui concerne l'exécution des commissions rogatoires (article 4 de la convention)

En appliquant l'article 4 de la convention et sous réserve des dispositions de sa loi interne, l'autorité compétente de l'Etat requis devrait faire largement usage de la faculté de permettre aux autorités de l'Etat requérant et aux personnes en cause d'assister à l'exécution des commissions rogatoires et d'y collaborer dans toute la mesure du possible ;

II. Charge le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe de porter le contenu de la présente recommandation à la connaissance des gouvernements des Etats contractants qui ne sont pas membres du Conseil de l'Europe.